

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Autriche et Slovénie

Une publication du SE de Vienne
n° 19 – février – mars 2024

Autriche

Le chiffre du mois à retenir

64,7 %

des importations autrichiennes de
gaz en 2023 étaient d'origine russe

Zoom sur...

Face à la contraction de l'activité du secteur de la construction, le gouvernement a adopté un train de mesures d'un montant total de 2 Mrd EUR dont 1 Mrd EUR sous forme de subventions affectées versées aux régions pour la construction et la rénovation de logements auxquelles s'ajoute une bonification d'intérêt des prêts qu'elles accorderont à des personnes physiques pour la construction de leur logement, pour que celles-ci bénéficient de crédits immobiliers d'un taux maximal de 1,5 %. Le gouvernement espère au minimum la construction de 20 000 nouveaux logements et la rénovation de 5 000 autres. Parallèlement, sont prévues plusieurs mesures d'allègement fiscal au profit de l'investissement immobilier, pour un coût total de 700 M EUR. Elles sont complétées par l'introduction d'une prime de 2 000 EUR par personne et par an lorsqu'il est fait appel à un artisan pour des travaux de rénovation. Enfin, le gouvernement souhaite donner aux régions le droit de prélever des taxes sur les logements non occupés. Pour justifier ce paquet de mesures, le communiqué du Conseil des ministres met en avant les dernières prévisions de l'institut de conjoncture WIFO qui anticipe un recul de 4 % en volume de l'investissement immobilier, affectant le secteur autrichien de la construction qui représente près de 290 000 salariés et 6,5 % du PIB en 2022, soit près de 30 Mrd EUR.

Prévisions et indicateurs

Révision à la baisse de la croissance escomptée en 2024

Après une année 2023 décevante, qui a finalement été marquée par une contraction du PIB estimée à ce jour à 0,8 %, l'économie autrichienne ne progresserait en 2024 que mollement à +0,2 % (voire +0,5 %). Le rebond pourrait être plus marqué en 2025, avec une croissance prévue comprise entre 1,5 et 1,8 %. Ce sont donc des prévisions fortement révisées (en décembre, +0,8 % prévu pour 2024) que les directeurs des deux principaux instituts de conjoncture autrichiens, Wifo et IHS, ont présenté vendredi 22 mars. Alors que, en 2024, grâce aux revalorisations salariales importantes accordées fin 2023 sur fond de forte inflation, le revenu disponible des ménages progresserait modérément, la consommation privée, qui a affiché en 2023 un recul de 3,6 % pour les biens durables, peinerait à se redresser et à soutenir la croissance. En revanche, en raison des incertitudes, notamment en termes d'emploi, le taux d'épargne devrait repartir à la hausse pour atteindre 10 % (après 8,6 % en 2023).

Avec un commerce mondial en quasi-stagnation en 2023 (+0,9 % contre 5,1 % en 2022), les exportations autrichiennes de biens ont été en légère hausse de 0,7 %. En 2024, les exportations progresseraient (+1,2 %, soit un point de pourcentage en moins par rapport aux prévisions de décembre). Comme en 2023, le taux d'investissement resterait négatif en 2024 ; le secteur de la construction, déjà en crise depuis la remontée des taux d'intérêts bancaires, connaîtrait une nouvelle contraction en 2024 (-4,0 %), bien que moindre qu'en 2023 (-5,9 %).

Le marché de l'emploi, résilient, résisterait bien, avec une très légère hausse du taux de chômage, passant de 5,1 % fin 2023 à 5,3 % voire 5,5 % en 2024, puis revenant à 5,2 % en 2025. Pour le directeur de l'agence nationale pour l'emploi, l'AMS, la récession qui touche l'Autriche n'est plus passagère et ses effets sur le chômage persisteront même en cas de reprise en raison des sureffectifs et de la perte de compétitivité des entreprises autrichiennes.

L'inflation en revanche poursuit sa décrue en Autriche : alors que fin 2023, l'indice des prix à la consommation atteignait encore +7,8 % (après +8,6 % en moyenne en 2022), l'évolution des prix ralentirait pour atteindre 3,8 % en 2024 puis +2,7 % en 2025. En matière de solde public (-2,7 % du PIB en 2023), l'Autriche parviendrait à rester sous la barre des 3 % de déficit public avec un déficit compris en 2024 entre -2,2 % et -2,9 %. Pour 2025, les prévisions anticipent un déficit en recul à -2,1 %.

En conclusion de leur conférence trimestrielle, les directeurs des instituts Wifo et IHS ont appelé à une baisse du coût du travail et à une réforme fiscale mieux ciblée, financée en contrepartie par une taxation plus importante du foncier.

Finances publiques : un déficit conforme aux prévisions

Selon les données provisoires de l'institut autrichien de la statistique, le déficit public de l'Autriche, au sens du traité de Maastricht, a atteint 2,7 % du PIB en 2023 (-3,3 % en 2022) et revient pour la première fois depuis la pandémie sous la barre des 3 %. Il reste en outre conforme aux estimations publiées par le ministère autrichien des Finances lors de l'élaboration du projet de loi de finances 2024. La dette publique de l'Autriche a augmenté de 20,4 Mrd EUR pour atteindre fin 2023 371,1 Mrd EUR. Exprimée en pourcentage du PIB, l'endettement public de l'Autriche s'est légèrement rétracté, de 78,4 à 77,8 %.

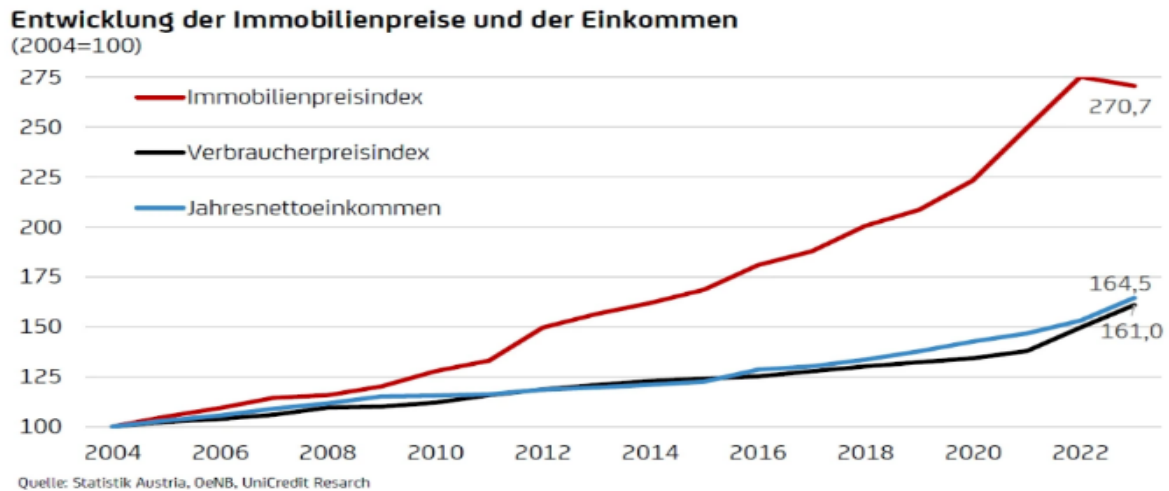
Inflation

En mars, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) a augmenté de 4,2 % (FR : 2,4 %) après +4,2 % en février.

Immobilier

Les prix de l'immobilier résidentiel ont commencé à baisser

Pour la première fois depuis 2004, les prix de l'immobilier résidentiel ont baissé en 2023 (-2,6 % selon *Statistik Austria*). Cette baisse améliore de 8 points de pourcentage l'accessibilité au marché de l'immobilier. C'est ce qui ressort d'une analyse d'*UniCredit Bank Austria*. Cependant, l'écart entre l'évolution des revenus nets et des prix de l'immobilier reste important. Pour l'année en cours, les analystes prévoient que la baisse des prix continue en raison du niveau élevé des taux d'intérêt et du resserrement des conditions de crédit conjugué à la hausse des prix de construction.



Echanges

Le déficit commercial au plus bas depuis 2007

En 2023, les exportations de l'Autriche ont augmenté de 3 % en valeur, tandis que les importations ont reculé de 6,3 % en raison de l'allègement significatif de la facture énergétique (-32,7 %). Le déficit commercial s'est fortement réduit pour passer de plus de 20 Mrd en 2022 à 1 Mrd EUR en 2023, sous l'effet de l'augmentation de la valeur de certains produits d'exportations (machines et véhicules : +8,2 %, produits chimiques : +18,8 %). L'Allemagne reste le premier fournisseur de l'Autriche (part de marché de 31,7 %), loin devant la Chine (7,5 %). Elle est aussi son premier client (29,2 %), bien devant les Etats-Unis (7,4 %).

Politique économique et sociale

Emploi

Grève du personnel navigant d'Austrian Airlines

Après 17 réunions de négociations infructueuses entre la direction de la compagnie aérienne Austrian Airlines (AUA), filiale depuis 2010 du groupe allemand Lufthansa, et les représentants du personnel navigant, un mouvement de grève a été déclenché en amont du weekend de Pâques. Dans la perspective d'un débrayage de 36 heures, la direction de la compagnie aérienne avait décidé de supprimer 400 vols les 28 et 29 mars. Environ 52 000 passagers ont été affectés par ces annulations. Le syndicat vida réclame une revalorisation salariale supérieure à l'inflation; la direction propose sur deux ans une hausse jusqu'à 18 % pour le personnel de cabine et les pilotes et jusqu'à 28 % pour les copilotes. Déjà, les premières réunions du début et de la mi-mars s'étaient soldées par des débrayages et des réunions du personnel, occasionnant plus de 230 annulations de vols. Après la pandémie qui avait entraîné un gel des salaires et le recours massif au chômage partiel, les salariés d'AUA réclament un rattrapage du gel et un alignement sur les grilles salariales de la maison-mère Lufthansa,

supérieures de 40 % à celles en vigueur chez AUA, selon le syndicat vida. Pour la directrice générale de l'ancienne compagnie nationale autrichienne, Mme Annette Mann, de telles revendications mettent en péril AUA et l'aéroport de Vienne comme hub rivalisant avec ceux de Munich et Francfort, bases historiques de Lufthansa.

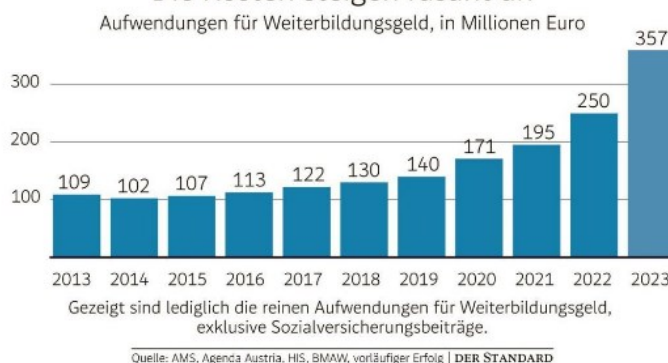
Réforme du congé de formation

Face à l'explosion des coûts qui sont passés de 109 M EUR en 2013 à 357 M EUR en 2023, couplée au manque de main d'œuvre et à la surreprésentation des femmes dans le dispositif (74 % en 2021), le ministre du Travail Martin Kocher a posé les jalons pour un projet de réforme du congé de formation, mis en place en 1998 et reposant sur un accord entre employeur et employé. Le salarié peut bénéficier d'un congé d'un an maximum à des fins de formation ou de perfectionnement. Pendant la période de congés non rémunérés par l'employeur, le bénéficiaire perçoit une allocation de formation continue équivalente à l'allocation de chômage (55 % du revenu net). L'agence nationale pour l'emploi (AMS) est chargée de la mise en œuvre. S'appuyant sur une étude menée par l'institut de recherche économique Wifo, la réforme prévoit de durcir les conditions d'accès au congé de formation, par exemple en interdisant l'octroi d'un tel congé à la suite d'un congé parental, tout en rendant le dispositif plus attractif, notamment pour les salariés peu qualifiés en relevant le régime indemnitaire. Par ailleurs, le Ministre prévoit de renforcer les contrôles par l'AMS qui pourrait exiger une attestation de participation à des formations et des examens. Le nombre requis de crédits validant la formation et conditionnant le versement de l'aide de l'AMS pourrait être doublé. Pour mener à bien la réforme, le ministre Kocher devra toutefois convaincre le partenaire junior de la coalition gouvernementale, le parti écologiste, alors que deux échéances électorales approchent : les élections européennes en juin et les législatives fin septembre.

Bildungskarenz erfreut sich immer größerer Beliebtheit



Die Kosten steigen rasant an



Santé

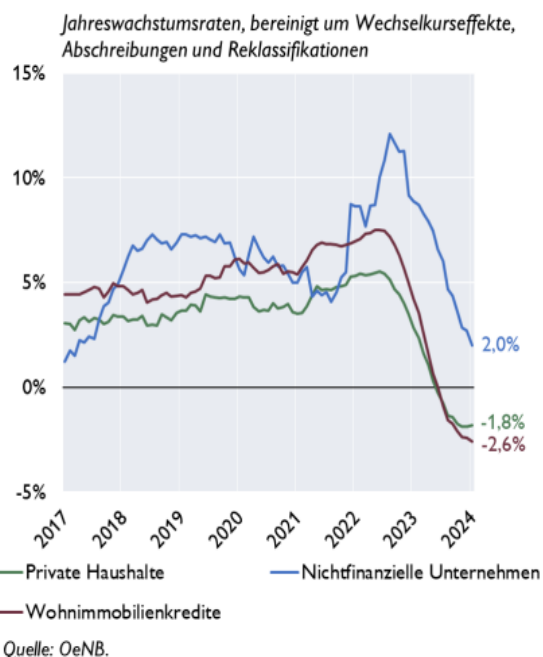
L'ancienne ministre fédérale de la santé (mars à décembre 2017) et cheffe du parti social-démocrate SPÖ entre 2018 et 2023, Mme Pamela Rendi-Wagner, docteur en médecine et spécialiste des maladies infectieuses et de la médecine tropicale, a été nommée fin février à la tête du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) par le conseil d'administration de l'institution européenne pour un mandat de 5 ans. Après une audition par le Parlement européen et la confirmation de sa nomination, elle succédera à ce poste à Mme Andrea Ammon, directrice depuis mars 2017.

Veille sectorielle

Secteur financier

Les banques autrichiennes face au recul de la demande de prêts

Kreditwachstum in Österreich



Les résultats pour l'Autriche de l'enquête de la Banque centrale européenne sur la distribution du crédit bancaire (Bank Lending Survey) font état d'un ralentissement depuis plus d'un an de la demande de prêts tant par les entreprises que par les ménages.

Après que le taux de croissance de l'encours des crédits a atteint 12,1 % en août 2022, soit le taux le plus élevé depuis le début des relevés en 1998, le taux de croissance annuel a baissé de 7,7 points de pourcentage jusqu'en septembre 2023 pour atteindre 4,4 %. Les banques autrichiennes s'attendent à ce que cette tendance se poursuive en 2024. Par ailleurs, les quatre caisses d'épargne-logement (Raiffeisen Bausparkasse, S-Bausparkasse, Wüstenrot, Start:Bausparkasse) ont accusé, elles aussi, un fort recul des demandes de nouveaux prêts en 2023 (-43 %) pour atteindre 2,125 Mrd EUR, le montant des encours progressant de 690 M EUR à 20,7 Mrd EUR.

Industrie

OMV a signé un accord en vue de vendre à TotalEnergies ses actifs amont gaziers en Malaisie

Conformément à sa stratégie d'une baisse de la production d'hydrocarbures, le groupe OMV (Österreichische Mineralölverwaltung), détenu à 31,5 % par l'Etat autrichien, a signé un accord avec TotalEnergies portant sur l'acquisition par l'entreprise française de la participation d'OMV de 50 % dans *SapuraOMV Upstream*, un producteur malaisien de gaz. La transaction porte sur un montant de 903 M USD, dont 350 M USD de reprise du prêt accordé par OMV à *SapuraOMV*. Les principaux actifs de *SapuraOMV* sont ses participations dans les champs gaziers situés au large de la côte du Sarawak, en Malaisie. En 2023, la production de *SapuraOMV* s'est élevée à environ 500 millions de pieds cubes de gaz naturel par jour. La transaction est soumise à l'obtention des approbations des autorités de régulation. Sa finalisation est attendue d'ici à la fin du premier semestre 2024. Par ailleurs, sur fond du recul des prix du pétrole et du gaz, le chiffre d'affaires du groupe OMV, qui emploie plus de 20 000 personnes, a baissé de 37 % en 2023 pour atteindre 39,5 Mrd EUR. Le 28 février 2024, le fonds souverain d'Abu Dhabi *Mubadala* a transféré sa participation dans OMV à hauteur de 24,9 % à *Abu Dhabi National Oil Company* (ADNOC), 43,4 % de l'actionnariat restant flottant.

Transports

Westbahn continue son expansion

L'opérateur ferroviaire privé *Westbahn*, détenu à 17,4 % par la SNCF et qui offre actuellement ses services entre Vienne et Bregenz (capital de Vorarlberg à l'ouest de l'Autriche) et entre Vienne et Munich en Allemagne, se félicite de la hausse en 2023 de son chiffre d'affaires de 35 % pour atteindre 120 M EUR, le nombre de passagers augmentant de 34 % à 7,7 millions. Selon des chiffres provisoires, le bénéfice net atteindrait 10 M EUR. A partir de décembre 2024, *Westbahn* prévoit de proposer une liaison Vienne-Stuttgart passant par Munich, Augsburg, Günzburg (parc d'attractions « Legoland ») et Ulm.

Le nombre de passagers aériens à 93% de son niveau d'avant crise-covid

L'aéroport de Vienne se félicite d'une augmentation de près d'un quart du nombre de passagers pour atteindre 29,5 millions en 2023 soit la deuxième meilleure année après 2019, depuis le début des enregistrements en 1955. Les destinations préférées étaient l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie. Au total, les six aéroports autrichiens ont accueilli 33,2 millions de passagers en 2023, en hausse de 25,3%. L'aéroport de Klagenfurt a enregistré la plus forte augmentation

du nombre de personnes transportées (+85,5%) pour atteindre 153 536 personnes. S'agissant du fret aérien, son volume a augmenté de 1,7 % à 218 522 tonnes, tandis que celui du courrier aérien a diminué de 6,8% par rapport à 2022 pour atteindre 6 205 tonnes.

Le transport des marchandises sur le Danube affiche le volume le plus bas de son histoire

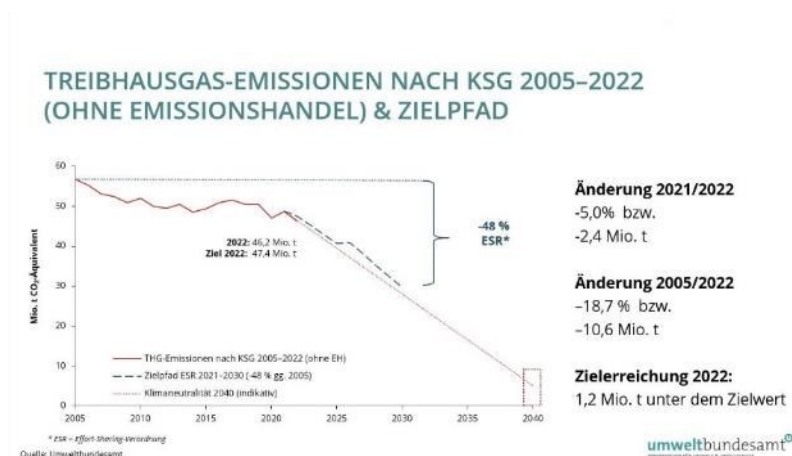
En 2023, en raison du recul de 20,9 % du volume de transport en provenance de l'étranger vers l'Autriche, le transport fluvial des marchandises sur le Danube a baissé de 5,1 % pour atteindre 6 millions de tonnes (Mt). C'est le chiffre le plus bas jamais enregistré. Le recul a été particulièrement important pour les transports en provenance des pays à l'est de l'Autriche (-22,7 % à 2,1 Mt), les transports en provenance de l'Ukraine ayant été de 10 361 t contre 0,8 Mt en 2021 et 0,4 Mt en 2022. Les pays à l'ouest de l'Autriche ont également été touchés par ce recul (-13,5 % à 0,6 Mt). En revanche, le trafic national (0,3 Mt) et le transport depuis l'Autriche vers l'étranger (2 Mt) ont affiché une hausse de respectivement 158 % et 7,5 %. Le volume des opérations des ports autrichiens a baissé 2,5 % pour atteindre 5,5 Mt.

Energie et environnement

L'objectif de réduire totalement les émissions de GES n'est pas atteignable

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) ont diminué en 2022 de 5,8 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 72,8 millions de tonnes équivalent CO₂ (Mt CO₂ eq) selon l'office fédéral de l'environnement (*Umweltbundesamt*). Cependant, malgré l'engagement d'atteindre la neutralité climatique en 2040, les experts sont formels sur le fait que les objectifs de réduire totalement les émissions de GES ne seront pas atteignables dans certains secteurs comme

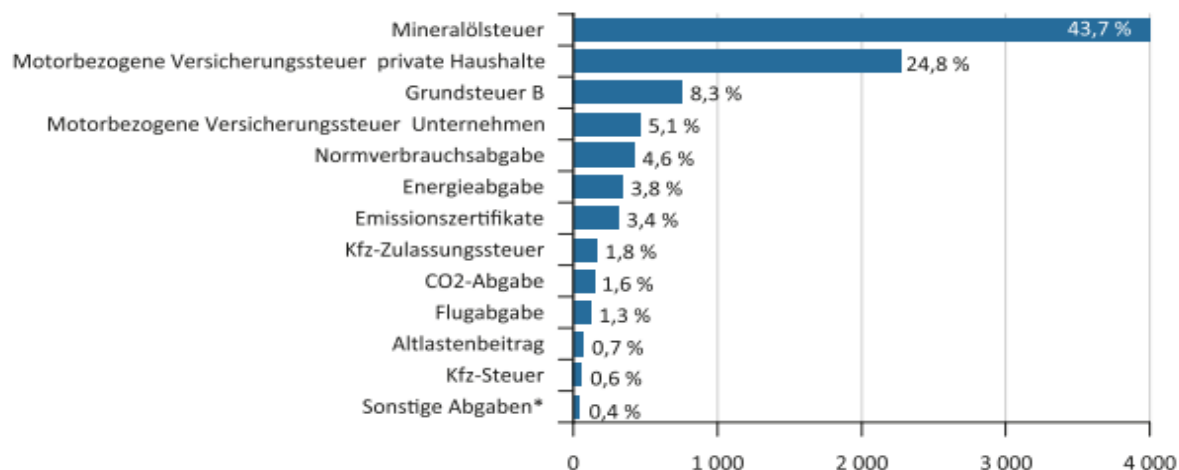
l'agriculture, l'industrie ou le traitement des déchets. Même si des mesures très ambitieuses étaient mises en place, il faudrait s'attendre à des émissions jusqu'à 10 Mt CO₂ eq en 2040. Pour atteindre la neutralité carbone, les émissions de gaz à effet de serre restantes devraient être compensées par la séquestration du carbone, comme avec la création de puits de carbone (reboisement) ou le captage



et le stockage du carbone (CCS), actuellement interdit en Autriche.

Les recettes fiscales environnementales ont atteint 9 Mrd EUR en 2022, en baisse de 4 %

Selon le bilan environnemental de l'Autriche (*Umweltgesamtrechnungen*) publié par Statistik Austria, le montant des recettes fiscales environnementales s'est élevé en 2022 à 9,1 Mrd EUR,



Q: STATISTIK AUSTRIA, Umweltgesamtrechnungen. *) Jagd- und Fischereiabgabe, Wiener Baumschutzabgabe, Landschaftsschutz-, Naturschutzabgabe, Deponiestandortabgabe.

en baisse de 4,1 % par rapport à l'année précédente. On distingue quatre catégories de taxes, selon la définition de l'OCDE : (i) Avec 52,4 % (4,8 Mrd EUR), les taxes sur l'énergie représentent la principale source de recettes fiscales environnementales (-9,7 %) dont 4 Mrd EUR pour la taxe sur le pétrole (*Mineralölsteuer*) qui contribue à 43,7 % aux recettes fiscales environnementales.

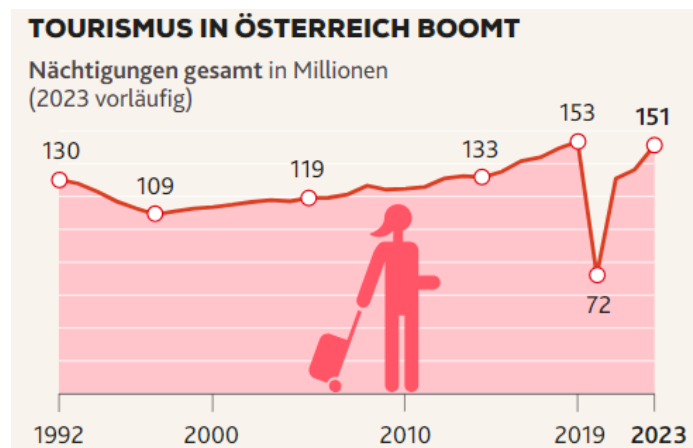
La taxe carbone, introduite en 2022, a apporté des recettes à hauteur de 143,2 M EUR. (ii) Suivent les taxes sur les transports (38,2 %, 3,5 Mrd EUR), en hausse de 3,3 %, dont la taxe sur les assurances liée au type de moteur (*motorbezogene Versicherungssteuer*) qui y contribue à près d'un quart. (iii) Les taxes sur les ressources naturelles et les taxes sur l'impact des constructions humaines sur les sols se sont élevées à 790 M EUR (+2,5 %) dont la taxe foncière (8,3 % des recettes fiscales environnementales). (iv) Les recettes des taxes sur les produits rejetés dans l'environnement se limitent à 66 M EUR (0,7 %), en baisse de 0,3 %. Plus de la moitié (51,9 %) des taxes fiscales environnementales a été versée par les ménages.

Tourisme

Le tourisme retrouve son niveau d'avant crise

Après 79,6 millions de nuitées en 2021, en pleine crise covid, et 136,9 millions en 2022, le tourisme a retrouvé son niveau d'avant crise en Autriche avec 151 millions de nuitées en 2023 dont les trois quarts pour les touristes étrangers. Les clients les plus importants sont originaires d'Allemagne (57 millions, +7,5 %) et des Pays-Bas (11 millions, +11,2 %). Le Tyrol et le land de Salzbourg ont enregistré les plus de nuitées avec respectivement 48 et 30 millions. La ville de Vienne se félicite de

l'augmentation la plus importante de 30,7 % pour atteindre 17 millions de nuitées. S'agissant du tourisme d'hiver, malgré la forte hausse des prix de l'hôtellerie et des forfaits de remontées mécaniques, le nombre de nuitées entre novembre 2023 et février 2024 a progressé de 4,9 % en glissement annuel, et repasse la barre des 50 millions, renouant avec son niveau de la saison 2018/2019.



Agriculture

Le président du Bauernbund dénonce la campagne « d'agribashing » et les actions illégales contre des élevages

Dans la nuit du 17 mars, un élevage porcin a été victime du sabotage de son installation qui a conduit à la mort par asphyxie d'une soixantaine de porcs. Des inconnus ont pénétré par effraction dans la stabulation, désactivé l'alarme et bloqué la ventilation, provoquant ainsi un manque critique d'oxygène, fatal aux animaux. La police, alertée, n'a pu que constater l'effraction et ses conséquences. Georg Strasser, député conservateur et président du *Bauernbund* mais également éleveur porcin en Haute-Autriche, dénonce la radicalisation des moyens utilisés pour nuire à la cause agricole. Alors que les agriculteurs sont déjà soumis à une pression sociétale importante, confrontés à de fausses accusations et à des demi-vérités largement diffusées via les réseaux sociaux, il réclame la fin des campagnes de dénigrement des agriculteurs, notamment la campagne permanente que subissent les éleveurs. Avec ce dernier fait divers, l'opposition entre les agriculteurs et certaines franges de la société prendrait une nouvelle dimension et générerait une pression psychique importante, menaçant l'avenir de l'agriculture en Autriche, selon le président Strasser.

Le lait de foin autrichien inscrit au patrimoine agricole mondial

Reconnu depuis mars 2016 par l'Union européenne comme une spécialité traditionnelle garantie (STG), le lait de foin de l'Arc alpin autrichien vient d'être inscrit par la FAO en tant que système ingénieux du patrimoine agricole mondial. Pour le ministre Norbert Totschnig, « c'est une distinction pour notre agriculture, notre écologie, notre paysage culturel et notre mode d'exploitation traditionnel. Je suis convaincu qu'avec cette reconnaissance en tant que

patrimoine culturel mondial, la notoriété du lait de foin va maintenant encore augmenter au-delà des frontières ». Alors qu'il représentait autrefois la majeure partie de la production laitière en Autriche, le lait de foin ne constitue plus de nos jours que 15 % des volumes produits. Les 6 500 producteurs de lait de foin que compte l'Autriche se sont associés à 60 grands transformateurs pour former la coopérative *ARGE Heumilch Österreich*. Celle-ci a pour mission de préserver la production de lait de foin et de promouvoir les avantages de cette méthode durable afin d'obtenir une rémunération équitable pour les producteurs de lait sur le marché. Par ailleurs, l'exploitation des prairies permanentes préserve les pâturages et les estives qui sont de précieux puits de carbone. La valeur ajoutée annuelle des producteurs de lait de foin est aujourd'hui de 30 M EUR.

Grands prédateurs : une autorisation de prélèvement annulée par la justice

Fin janvier, la vidéo d'un loup errant de nuit dans les rues de Bludenz, une ville du Vorarlberg comptant moins de 15 000 habitants, avait motivé les autorités régionales à délivrer une autorisation exceptionnelle de prélèvement de l'animal, malgré les protestations d'organisations environnementales locales. Saisi par celles-ci, le tribunal administratif régional a examiné le cas le 22 mars et a jugé que les conditions indispensables à un tir de l'animal n'étaient pas remplies, notamment la dangerosité du loup n'étant pas démontrée. Il a donc annulé l'autorisation de prélèvement.

L'Autrichien consomme en moyenne 248 œufs par an

A l'occasion du weekend pascal, l'œuf est à l'honneur en Autriche : selon une enquête de l'agence autrichienne de promotion agroalimentaire, AMA Marketing, 76 % des personnes interrogées recherchent chaque année des œufs de Pâques, fidèles à la tradition. Quelque 60 millions d'œufs sont vendus et consommés annuellement en Autriche. Le secteur avicole autrichien compte environ 7,2 millions de poules pondeuses, dont 2,2 millions en élevage plein air (31 %). Quelque 600 exploitations sont converties à l'élevage biologique et élèvent moins d'un million de poules, soit 13 % d'entre elles.

Relations bilatérales

Commerce extérieur France-Autriche 2023

En 2023, les exportations françaises vers l'Autriche ont légèrement baissé de 0,5 %. Malgré ce recul, la position de la France en tant que fournisseur de l'Autriche s'est améliorée de deux rangs grâce notamment à la hausse des exportations de matériels de transport (+23 %). La part de la France dans les importations autrichiennes s'est élevée à 2,6 % en 2023, contre 2,4 % en 2022, ce qui fait de la France le 9^{ème} fournisseur de l'Autriche. Le déficit bilatéral s'est amélioré de 41,3 % par rapport à 2022 pour atteindre -826 M EUR, grâce notamment à l'évolution du solde des produits pharmaceutiques, désormais excédentaire. A 6,1 Mrd EUR contre 6,8 un an auparavant, les importations depuis l'Autriche vers la France ont baissé de 8,9 %. La part de la France dans les exportations de l'Autriche a reculé de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 3,6 % ce qui fait de la France le 8^{ème} client de l'Autriche.

Principaux indicateurs économiques de l'Autriche

mars-24

Prévisionnistes internationaux

Prévisionnistes nationaux

	Prévisionnistes internationaux									Prévisionnistes nationaux								
	OCDE				FMI		Commission européenne			OeNB			Wifo			IHS		
	novembre 2023				octobre 2023		fév. 2024 et nov. 2023			déc 2023			mars 2024			mars 2024		
	2023	2024	2025	2026	2024	2025	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Principaux indicateurs																		
Evolution annuelle en %																		
PIB en volume	-0,8	+0,6	+1,5		+0,8		+0,6	+1,4		+0,5	+1,8		+2,0	+1,8		+0,5	+1,5	
Consommation privée (en volume)	-0,3	+1,6	+1,9				+1,1	+1,5		+1,5	+1,8	+1,2	+1,2	+2,1		+1,4	+1,6	
Formation brute de capital fixe (en volume)	-2,4	-1,4	+0,8				+0,1	+0,9		-0,2	+2,9	+2,3	-2,0	+2,2		-0,8	+1,9	
Exportations B&S (en volume)	-0,2	+2,8	+2,8		+3,1		+2,6	+3,2		+1,5	+2,2	+2,6	+1,2	+3,3		+1,6	+2,3	
Importations B&S (en volume)	-1,8	+3,5	+2,7		+3,1		+2,3	+3,0		+2,2	+2,6	+3,0	+1,6	+3,5		+1,9	+2,5	
Productivité (1)	-1,4	+0,6	+1,1				+0,4	+0,6		+0,7	+0,7	+0,3	+0,6	+0,6		+0,2	+1,0	
Inflation (IPCH)	+7,7	+3,9	+2,5		+3,7		+4,0	+3,0		+3,6	+2,7		+3,8	+2,7		+3,6	+2,6	
Emploi salarié (2)	+1,2	+0,0	+0,3		+0,2		+0,6	+0,7		+0,5	+1,0	+1,0	+0,4	+1,1		+0,3	+0,5	
en % de la population active (déf. eurostat)																		
Taux de chômage	5,1	5,5	5,4		5,4		5,4	5,3		5,5	5,3	5,2	5,5	5,4		5,3	5,2	
en % du PIB nominal																		
Balance courante	2,2	2,1	2,1		0,0		0,9	1,2		2,1	2,3	2,3	2,4	2,4				
Solde des finances publiques	-2,7	-2,5	-2,5		-2,0		-2,4	-2,2		-2,7	-2,8	-2,8	-2,9	-2,7		-2,2	-2,5	
Dette publique	77,8	79,2	80,0		74,0		75,6	74,8		76,4	75,6	75,5	76,5	76,7				

Source: OCDE, FMI, Commission européenne

Source: OeNB, WIFO, IHS

(1) OeNB and WIFO: hourly productivity of labour; IHS: labour productivity per employee.
(2) WIFO: Employment adjusted for persons on parental leave, in compulsory military training or undergoing training under a program of the Public Employment Service.

Le chiffre du mois à retenir

Zoom sur...

D'après les dernières données de l'Office slovène des statistiques, en 2023, le déficit public s'est élevé à 2,5 % du PIB, soit 1,587 Mrd EUR. Par rapport à l'année précédente, il s'agit d'une diminution de 114 M EUR et de 0,5 point de pourcentage. Les recettes (44,2 % du PIB) ont augmenté de 10,6 %, tandis que les dépenses (46,7 % du PIB) ont cru de 9,5 %.

A la fin de l'année 2023, la dette publique s'est élevée à 43,67 Mrd EUR, représentant 69,2 % du PIB. Par rapport à la fin de l'année précédente, elle a augmenté de 2,332 Mrd EUR. Toutefois, son pourcentage par rapport au PIB a diminué de 3,3 points.

1,6 %

de croissance économique en
2023

Actualités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Selon les données publiées en février par l'Office des statistiques, le produit intérieur brut (PIB) de la Slovénie a enregistré une croissance de 1,6 % en 2023 (2,5 % en 2022). Cette croissance a été favorisée par celle des exportations nettes, les importations ayant décliné plus rapidement que les exportations, notamment au dernier trimestre. L'investissement, principalement public, alimenté par les projets de reconstruction après les inondations, a également été facteur de croissance. Bien que plus faible qu'en 2022, ce taux de croissance s'établit au-dessus de la moyenne de la zone euro (0,4 % selon Eurostat). Le dernier trimestre de l'année a affiché le taux de croissance le plus élevé (2,2 %).

Les prévisions de croissance pour l'année 2024 se situent autour de 2 %. Le FMI prévoit un taux de 1,9 %, tandis que l'IMAD, principal institut slovène de conjoncture, affiche une prévision de 2,4 % (revue depuis le mois de novembre, où elle s'élevait à 2,8 %). L'activité serait soutenue par la croissance continue de l'investissement, de la consommation privée et une demande extérieure plus dynamique.

Le taux d'inflation annuel de la Slovénie s'est stabilisé à 3,4 % en février, après 3,3 % en janvier, selon l'Office des statistiques. Les prix des soins de santé, du logement, de l'eau, de l'électricité et du gaz et des autres combustibles ont été les plus grandes sources de pressions inflationnistes pour ce mois de février. Selon l'IMAD, l'inflation se modérerait au long de l'année 2024 (2,7 %), avant d'augmenter à nouveau en 2025 (3,4 %) avec la fin annoncée de la régulation des prix de l'électricité, même si les prix de la plupart des biens et services sont attendus à la baisse.

Echanges

La Slovénie a enregistré un surplus de sa balance courante pour l'année 2023. Cette amélioration est significative, avec une augmentation de 3,3 Mrd EUR par rapport à l'année précédente, portant l'excédent à 2,8 Mrd EUR, soit 4,4 % du PIB. La balance commerciale a retrouvé un excédent (460 M EUR), résultat de l'allègement de la facture des importations et d'une baisse des importations de marchandises supérieure à celle des exportations.

La progression des échanges avec les Etats non membres de l'UE est notable. Les importations en provenance de ce groupe ont enregistré la plus forte hausse en 2023 (24,7 %).

Veille sectorielle

Secteur financier

NLB, le plus grand groupe bancaire slovène, a dégagé un profit net de 550,7 M EUR en 2023, soit une progression de 23 % par rapport à l'année 2022. Cette augmentation est expliquée notamment par les tendances inflationnistes observées dans la région ainsi que par les investissements technologiques et l'expansion des services de leasing.

D'après la Banque centrale de Slovénie, en janvier 2024, les banques slovènes ont affiché des bénéfices avant impôts de 66,7 M EUR, en augmentation de plus de 65 % par rapport à l'année précédente. Les revenus nets d'intérêts ont également augmenté de plus d'un tiers par rapport à janvier de l'année dernière.

Transports

L'exploitant du seul port maritime slovène, Luka Koper, a enregistré en 2023 des recettes nettes de 218,2 M EUR, soit autant qu'en 2022. Le profit a diminué de 24 % par rapport à l'année précédente, impacté notamment par une baisse des revenus de stockage et une augmentation des coûts d'exploitation. Selon l'entreprise, outre l'atonie du commerce mondial et les tensions inflationnistes, la dégradation de la situation géopolitique depuis le début des attaques en Mer Rouge impacte l'activité du port et assombrit ses perspectives de court terme. Le groupe souligne que, si la situation ne revient pas à la normale dans les mois à venir, les opérateurs maritimes pourraient modifier leurs itinéraires de transport entre l'Asie et l'Europe.

Les chemins de fer slovènes se modernisent et renforcent leurs liaisons avec l'Autriche en introduisant six nouveaux allers-retours directs reliant Ljubljana à Graz et à Villach. Kurt Bauer, directeur passagers longue distance des Chemins de fer fédéraux autrichiens (ÖBB), a insisté sur le succès de la coopération entre les deux pays. Ce projet, qu'il considère comme le plus important, reliera le sud de l'Autriche et la Slovénie pour former une zone de mobilité commune. Le nombre de passagers transportés entre les deux pays a significativement augmenté en 2023 (+22 % par rapport à 2022, +66 % par rapport à 2019).

Energie et environnement

Le 15 mars 2024, un consortium regroupant 18 entreprises, organisations et municipalités a été formé dans le but d'établir un écosystème de production d'hydrogène à partir de sources à faible émission de carbone, notamment à travers des démonstrateurs. Le gouvernement slovène soutient cette initiative, lancée par le Conseil commercial slovéno-japonais, l'Académie slovène d'ingénierie et ELES, le gestionnaire du réseau électrique slovène. Le projet nécessite un partenaire pour fabriquer les équipements nécessaires à la production d'hydrogène. A ce titre, le consortium envisage de solliciter un soutien financier de l'agence japonaise de développement, NEDO. Selon Bojan Kumer, le ministre de l'Environnement, du Climat et de l'Energie, la signature de cet accord constitue un progrès considérable dans le secteur de l'énergie en Slovénie, l'hydrogène étant appelé à jouer un rôle majeur dans la décarbonation de l'économie et des transports. En effet, la technologie de l'hydrogène gagne en importance grâce à son potentiel de stockage de l'énergie provenant des sources renouvelables et des centrales nucléaires.

Un référendum consultatif est prévu en novembre pour décider de la construction d'un deuxième réacteur dans la centrale nucléaire de Krško, seule centrale nucléaire du pays, détenue conjointement par Gen Energija (Slovénie) et par HEP (groupe énergétique national

croate), à hauteur de 50 % chacun. Le projet assurerait un approvisionnement fiable de 8 TWh d'électricité par an, en fonction de la taille du réacteur. Evalué à 10 Mrd EUR, celui-ci nécessitera un financement externe, la capacité de la Slovénie étant limitée. Bien que la sélection de partenaires externes soit encore prématurée en l'absence d'une décision ferme du côté slovène, HEP envisage de participer au financement du deuxième réacteur. La centrale de Krško couvre actuellement 20 % de la consommation électrique slovène et 16 % de celle de la Croatie.

Un consortium de sociétés slovènes dirigé par l'entreprise Riko a été désigné par l'Agence pour les déchets radioactifs (ARAO) pour construire les installations principales du centre de stockage des déchets faiblement et moyennement radioactifs de Vrbinja pri Krško. La seconde offre reçue dans le cadre de l'appel d'offres, celle du consortium coréen, était plus onéreuse et moins complète. Le consortium Riko avait déjà réalisé des travaux d'infrastructure, qui touchent à leur fin. D'après l'ARAO, le coût global de la construction des installations nucléaires est évalué à un peu moins de 93 M EUR. Cette somme englobe la réalisation du silo de stockage, du bâtiment qui le surplombe ainsi que du complexe hébergeant les bureaux administratifs, les services et les équipements technologiques. Le projet accueillera la moitié des déchets générés par la centrale de Krško tout au long de son exploitation, ainsi que la moitié des déchets provenant de son démantèlement. La responsabilité de la gestion de l'autre moitié revient à la Croatie, responsable de 50 % de la gestion des déchets radioactifs de la centrale.

Un projet de résolution sur l'utilisation pacifique à long terme de l'énergie nucléaire en Slovénie a été adopté par le gouvernement le jeudi 28 mars 2024. Celui-ci prévoit un mélange énergétique favorisant l'utilisation à long terme du nucléaire combinée avec celle des énergies renouvelables. Le projet soutient aussi la deuxième centrale nucléaire envisagée par le pays, Krško 2, et servira de base pour le référendum consultatif relatif à la construction de cette centrale. La résolution fixe des lignes directrices pour le développement de l'énergie nucléaire, mettant en avant son rôle dans la politique énergétique nationale, la lutte contre le changement climatique et la garantie de la sécurité énergétique. Le document doit maintenant être débattu et adopté par l'Assemblée nationale.

En vertu d'un décret adopté le 20 mars 2024, le gouvernement offrira des subventions aux municipalités pour la construction d'éoliennes, dans le but d'accroître l'utilisation de l'énergie éolienne en Slovénie. Les municipalités avec un parc éolien d'une capacité supérieure à 1 MW pourront bénéficier d'un paiement forfaitaire de 200 000 EUR par MW. Le financement sera disponible pour les municipalités après l'obtention du permis de construire et leur permettra de subventionner des programmes sociaux. Cette mesure, alignée sur la loi relative à l'introduction de dispositifs de production d'électricité adoptée l'an dernier, vise notamment à répondre à l'opposition locale aux projets éoliens, ainsi qu'à la longueur des procédures.

Tourisme

Selon l'Office des statistiques, la saison touristique de l'année 2023 affiche des performances supérieures à celles de la période pré-pandémique. Près de 6,2 millions de touristes ont visité la Slovénie, générant plus de 16,1 millions de nuitées, concentrées principalement sur le mois de juillet. Les nuitées enregistrées sont supérieures de 2 % à celles de 2019 et de 4 % à celles de 2022. Les touristes étrangers représentaient 72 % de ces dernières. Les nuitées des touristes nationaux ont diminué de 17 % par rapport à 2022, la plus grande baisse enregistrée à l'échelle européenne. Cette diminution est notamment due à l'expiration, en juin 2022, des « bons touristiques » distribués par l'Etat aux résidents slovènes, avec pour objectif d'apporter un soutien direct à l'industrie touristique suite à l'épidémie. Les touristes nationaux étaient toutefois plus nombreux qu'en 2019, en termes de nuitées. Le plus grand nombre de touristes était originaire d'Allemagne, d'Italie et d'Autriche.

Innovation

D'après les données de l'Office des statistiques, si les dépenses slovènes en R&D ont augmenté 7,4 % en 2022, leur part dans le PIB stagne pour la troisième année consécutive à 2,1 %. Le financement et l'exécution de la R&D sont principalement assurés par le secteur privé, avec une nette prédominance des entreprises manufacturières.

Immobilier

Selon les données de l'Office des statistiques, les prix de l'immobilier résidentiel ont enregistré une hausse de 6,8 % en 2023, soit la plus faible depuis 2021, où elle avait atteint 15,8 %. La plus forte augmentation concerne les maisons familiales neuves (9,5 %), suivie par celle des appartements neufs (8 %), des maisons familiales anciennes (de 7,9 %) et des appartements

dans l'ancien (de 5,9%). C'est à Ljubljana que le prix de ces derniers a le plus augmenté, suivi par le reste de la Slovénie et Maribor.

Mendota Invest, filiale de la banque hongroise OTP, a obtenu un permis de construire définitif pour la partie commerciale du futur centre de passagers de Ljubljana : Emonika, un complexe urbain qui comprendra un centre commercial, des bureaux, des hôtels et des appartements. L'investissement total est estimé à plus de 350 MEUR. Les travaux devraient débuter prochainement et s'achever à la fin de l'année 2026. La construction d'Emonika se déroulera en parallèle de la rénovation du Centre de passagers de Ljubljana entreprise par l'Etat.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :
Rédaction :

Philippe Brunel, Service économique de Vienne
SE de Vienne : (vienne@dgtresor.gouv.fr)
Antenne de Ljubljana (ljubljana@dgtresor.gouv.fr)

Date de fin de rédaction : 29/03/2024